



Liens sociaux et crise sécuritaire Etude anthropologique des populations et des contextes socio politiques et culturels du Liptako-Gourma (Burkina Faso, Mali, Niger)¹

Hagberg, S. *, Y.F. Koné**, L.O. Kibora***, O. Hamani**** et L. Vidal****

- * *Université d'Uppsala, Suède*
- ** *Institut des sciences Humaines, Bamako, Mali*
- *** *Université de Ouagadougou, Burkina Faso*
- **** *LASDEL, Niamey, Niger*
- ***** *Institut de Recherche pour le Développement, Mali*

Le pilier 4 de l'accélérateur de la Grande muraille souligne la nécessité d'investissement pour l'établissement de modes de gouvernance visant à offrir un environnement favorable, stabilité et sécurité au Sahel, comme conditions sine qua non pour l'atteinte des objectifs de la GMV.

Cette dimension sécuritaire est un élément particulièrement prégnant dans la région du Liptako-Gourma. Appelée « la zone des trois frontières » en Afrique de l'Ouest, cette zone est à la fois géographique, géopolitique, historique et culturelle. Elle correspond à l'espace transfrontalier réparti entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

La Plateforme d'Analyse, de Suivi et d'Apprentissage au Sahel (PASAS) étudie et analyse l'organisation sociale, politique et culturelle, la religion, les rapports intercommunautaires, l'accès aux ressources, les rapports avec l'État, l'impact des frontières internationales, les liens sociaux porteurs ou non de tensions ; ceci au moyen d'une approche anthropologique collective².

Il en ressort des constats, chacun suivis (→) des recommandations suivantes

Les **liens sociaux** sont menacés dans le Liptako-Gourma, étant donné que les violences se sont transformées en conflits intra- et intercommunautaires. Les relations entre communautés concernent à la fois des discours et des pratiques. Les « Peuls » sont très souvent critiqués, voire même stigmatisés et méprisés, par d'autres groupes. Ils sont considérés comme étant des gens à qui on ne peut pas faire confiance. Si dans le passé les gens s'entendaient et collaboraient, maintenant ces liens sont sérieusement dégradés. L'exemple le plus parlant est celui de la fin de contrats de fumage et d'élevage entre Peuls éleveurs et agriculteurs. Les résidus de récoltes (tiges de mil), qui étaient laissés pour les

¹ Voir <https://pasas-minka.fr/fr/ressources/download/282>

² Les recherches se sont déroulées de juillet à octobre 2022 : i) de la recherche bibliographique nous a permis de couvrir les différentes parties de la région du Liptako-Gourma ; ii) des entretiens avec des personnes ressources ; iii) des recherches de terrain dans la région du Liptako-Gourma, dans les centres urbains et villes secondaires. Au total, plus de 200 entretiens semi-directifs ont été conduits dans une douzaine de communes sahéliennes. A cela s'ajoutent nombre d'observations et d'interactions.

animaux, sont actuellement ramassés et transportés à la maison pour être vendus et les agriculteurs ont cessé de confier leurs bétails aux Peuls voisins.

- *Les personnes déplacées internes veulent « retourner chez elles » et reprendre, tant bien que mal, leurs vies d'avant. Les conditions de retour sont à mettre sur la table des réflexions à mener dès aujourd'hui. Elles déterminent le vivre-ensemble envisagé par toutes les formes d'interventions. Les camps de déplacés doivent être des lieux de formation et de sensibilisation sur le vivre-ensemble pour servir de début de reconstruction des liens sociaux.*

Les **tensions intracommunautaires** – par exemple, au sein des communautés peules – sont importantes. Les relations entre «nobles» et «esclaves», c'est-à-dire entre Rimbe et Rimaïbe sont de nos jours particulièrement tendues et se sont exprimées non seulement dans la prise d'arme de certains jeunes Rimaïbe, mais aussi lors des élections ou des nominations de chefs de village. L'aristocratie peule a souvent été la première cible des djihadistes.

- *La démarche pour dé-cristalliser les tensions et les méfiances passe par l'identification et la mobilisation des acteurs qui peuvent « faire le pont » entre les communautés et « écouter » l'Autre. Ceci dit, il importe de faire justice dans les cas avérés avant d'entamer le processus de paix ; mais une paix associée à l'impunité ne serait pas durable...*

Les **pratiques religieuses** sont affectées. En effet, lorsque des djihadistes arrivent dans les villages, ils informent les résidents qu'ils doivent changer leurs habitudes. Les hommes doivent couper leur pantalon et se laisser pousser la barbe. Les femmes doivent désormais être voilées (port du *niqab*), *ne doivent plus travailler aux champs*, et parfois même ne plus fréquenter les marchés. Une autre pratique musulmane que les djihadistes auraient instrumentalisée concerne le prélèvement de la *zakat* (animaux, céréales, parfois même des femmes). En principe, les djihadistes rassemblent les animaux du village et le 40^{ème} animal est prélevé, mais dans la pratique ils prennent autant de têtes d'animaux qu'ils veulent. Des femmes peuvent faire l'objet de *zakat*. Si quelqu'un a quatre femmes, ils « prélèvent » une femme pour l'emmener avec eux pour le temps qu'ils veulent.

- *Même si les expériences du dialogue inter-religieux sont riches au Burkina Faso, ce que nous vivons au Liptako-Gourma dépasse la capacité d'intervention de dialogue inter-religieux. Par contre, il s'avère important d'identifier et de mobiliser des imams modérés afin qu'ils puissent théologiquement parlant « sensibiliser » les jeunes exposés à l'enrôlement. La formation des prêcheurs et autres leaders religieux serait un atout.*

Le sentiment d'**abandon par l'État** est explicite. La grande majorité semble vouloir « plus d'État » et un « meilleur État » ou un « État protecteur ». Dans les zones sous le contrôle des groupes armés, une forme de gouvernance s'établit progressivement. Les djihadistes expliquent les règles de jeu aux populations afin qu'elles puissent suivre le nouveau pouvoir. Les rapports entre populations et forces armées ne sont pas des rapports de confiance ; le manque de réactivité et l'absence de protection font que les gens cherchent plutôt à éviter des contacts avec l'armée nationale.

- *Pour tout acteur externe, il s'avère crucial de collaborer avec les représentants des pouvoirs locaux. Parmi les pouvoirs locaux il est recommandé d'utiliser la commune comme entrée, notamment le maire et les conseillers municipaux. Malgré la situation de crise, les élus sont souvent informés des situations. Par contre, un chef traditionnel peut aussi bien être dynamique, engagé, constructif que rétrograde, féodal, corrompu. Toutefois, il faut respecter l'État local et ses représentants.*
- *La formation de ces forces armées aux droits humains et à la culture des zones d'intervention est aussi indispensable pour rétablir cette confiance et réduire les exactions.*

La **position des femmes** sahéniennes est difficile en temps « normal », mais plus précaire encore en contexte de crise et d'insécurité. Les violences basées sur le genre sont fréquentes ; les femmes sont particulièrement exposées par les pratiques musulmanes prônées par les groupes djihadistes, y compris leur réduction à la condition d'esclave lors du prélèvement de la zakat. En plus, elles deviennent souvent les seules pourvoyeuses de nourriture pour la famille, ceci particulièrement parmi les déplacés. La crise a mis de nombreux hommes dans une situation précaire non seulement sur le plan financier mais aussi sur le plan culturel. Les groupes armés imposent leur loi, y compris via des exactions de tous ordres, pendant que les chefs de famille regardent impuissants la destruction de leur famille. Ils perdent leur autorité.

- *Les actions « genrées » doivent particulièrement s'intéresser aux masculinités en crise et à la promotion du leadership féminin. L'appui à la résilience des femmes est déterminant car à l'intérieur « des zones rouges » comme dans les camps de déplacés, elles sont souvent de facto des « chefs de familles ».*

En matière de **relations générationnelles** les cadets sociaux, notamment des jeunes hommes, se sont de plus en plus affranchis de l'autorité de leurs parents, qui explique aussi pourquoi « les enfants du voisin » peuvent s'enrôler dans les groupes armés, en dépit de la volonté de leurs propres père et mère.

- *Il est indispensable de travailler pour récupérer des jeunes en situation vulnérable exposés aux tentations des drogues, de la radicalisation, de la criminalité, de la prise d'arme en mettant en place des programmes pour la création de l'emploi, pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR), etc.*

L'accès au foncier est central : accès à la terre, à l'eau, au fourrage. Les pratiques foncières sont régies par un pluralisme juridique, entre la loi moderne avec ses différentes couches souvent contradictoires – d'où l'éternelle tentation de relecture –, les pratiques traditionnelles, coutumières (primauté d'occupation, conquête précoloniale), la référence à l'islam (« *les pâturages, l'eau, l'herbe appartiennent à Dieu* »), ainsi que le pouvoir du plus offrant. La mauvaise gestion des bourgoutières a créé un désordre : personne ne paie quoi que ce soit, l'accès aux bourgoutières est libre et personne ne respecte le calendrier de la traversée.

- *En matière de gouvernances des ressources naturelles, il est important de travailler avec les pratiques locales en vigueur, plutôt qu'une énième relecture des textes juridiques. Le problème*

n'est pas juridique, mais politique, pour ne pas dire lié à l'impunité. Promouvoir la justice sociale locale semble être une voie à suivre.

En **conclusion**, au Liptako-Gourma, la situation d'insécurité est extrêmement complexe et pour la gérer positivement, il faut apporter des solutions qui prennent en compte, à la fois, toutes les dimensions qui la caractérisent. Lorsque les populations disent : « *nous sommes fatigués* », cela traduit une détresse physique et morale, de la désespérance. L'espoir réside dans un retour à la maison, à une vie normale : c'est-à-dire entreprendre des activités de production de biens, pouvoir aller et venir comme on veut, d'accéder aux services sociaux de base, d'avoir des relations sociales stables. La condition *sine qua non* pour concrétiser les aspirations des populations est la sécurisation des lieux. Or, la collaboration des forces armées avec les populations est presque en panne actuellement. La nécessité d'un État protecteur est indispensable.